

P REMIÈRES INFORMATIONS

et PREMIÈRES SYNTHÈSES

CONJONCTURE DE L'EMPLOI ET DU CHÔMAGE AU QUATRIÈME TRIMESTRE 1998

.....

• Dans la poursuite des trimestres antérieurs, le quatrième trimestre 1998 affiche de bons résultats, avec une croissance soutenue du PIB (+ 0,8 %), des créations d'emplois significatives et un chômage qui continue de reculer.

• L'emploi du trimestre est marqué par de fortes variations de l'emploi intérimaire : après l'augmentation rapide du 3^{ème} trimestre on a assisté à une diminution, elle aussi marquée, ce trimestre-ci. Ce qui n'empêche pas une augmentation de 49 000 emplois, due pour l'essentiel au tertiaire, soit pour l'ensemble de l'année 1998 une création nette de plus de 300 000 emplois.

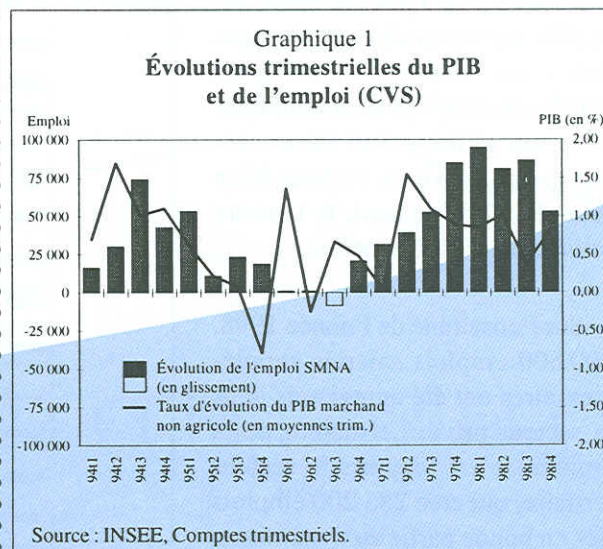
• Ces résultats s'accompagnent d'un net recul du chômage. Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie 1 a régressé de 1,9 % au 4^{ème} trimestre, avec une contribution sensible du mois de décembre liée aux activités occasionnelles de la fin de l'année. En conséquence la catégorie 1+6 fléchit moins nettement (- 1,1 %).

• Les entrées en emploi aidé du secteur marchand baissent légèrement du fait de certains dispositifs d'abaissement des charges (CIE, abattement-temps partiel), tandis que se développent les accords de réduction de la durée du travail. Dans le secteur non marchand, la progression des emplois aidés (+ 10 %) est due presque exclusivement aux emplois jeunes.

.....

1998, une année riche en emplois

Le secteur privé non agricole a créé 49 100 emplois au quatrième trimestre 1998, soit un rythme de + 0,4 % (tableau 1) (1). Cette évolution, favorable, est néanmoins inférieure aux résultats des trimestres précédents (+ 83 700 emplois au troisième trimestre), l'écart s'expliquant intégralement par le retournement de l'intérim (en hausse de 32 000 au 3^{ème} trimestre, puis en baisse de 20 000 au 4^{ème} trimestre). Le PIB marchand non agricole affiche également une bonne progression : + 0,8 % (graphique 1).



(1) - Contrairement au calendrier habituel, les données fournies ici sont des estimations révisées.



Tableau 1
Évolution de l'emploi salarié (1) (en données corrigées des variations saisonnières)

En milliers

Secteurs d'activité en NAF	1996		1997				1998				Variation (%) par rapport au :	
	30 sept.	31 déc.	31 mars	30 juin	30 sept.	31 déc.	31 mars	30 juin	30 sept.	31 déc.	trim. précédent	même trim. de l'année précédente
ET : Industrie	4 102,2	4 089,5	4 079,8	4 075,3	4 067,9	4 067,1	4 075,5	4 081,4	4 079,7	4 081,2	+0,0	+0,3
EH : Construction	1 140,5	1 128,8	1 124,7	1 119,5	1 115,4	1 114,7	1 115,8	1 114,3	1 111,8	1 113,0	+0,1	-0,2
EV : Tertiaire	8 079,3	8 122,5	8 163,8	8 209,3	8 270,8	8 355,5	8 436,5	8 509,4	8 597,3	8 643,7	+0,5	+3,4
Ensemble des secteurs	13 322,0	13 340,8	13 368,3	13 404,1	13 454,1	13 537,3	13 627,8	13 705,1	13 788,8	13 837,9	+0,4	+2,2

(1) Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale.

Séries reconstituées en ancienne nomenclature (données cvs)

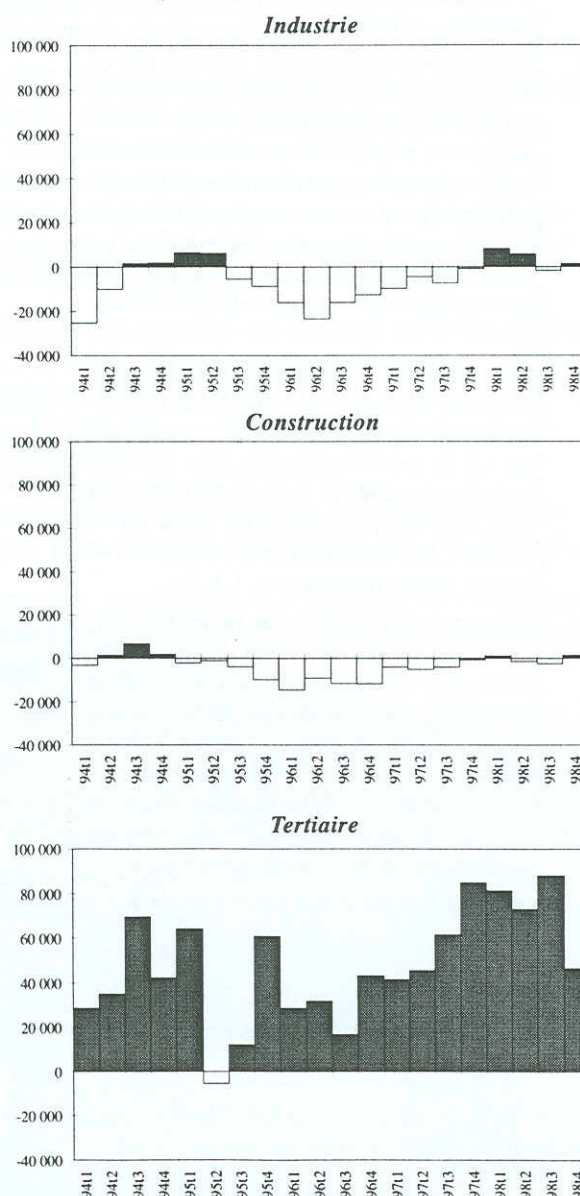
U2 à U13 Ensemble des secteurs marchands non agricoles C101-C102	14 645,9	14 666,5	14 698,1	14 737,4	14 789,9	14 874,8	14 969,5	15 050,5	15 137,0	15 190,1	+0,4	+2,1
---	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	------	------

Sources : MES-DARES, INSEE, UNEDIC.

Ce trimestre, l'industrie et la construction redeviennent créatrices d'emplois, même si les volumes concernés restent modestes (graphique 2). L'industrie crée 1 500 postes, effaçant ainsi les pertes du troisième trimestre 1998. Les effectifs de la construction augmentent de 1 200 salariés, après deux trimestres où le total des pertes s'élevait à 4 000 postes. La baisse notable du recours à l'intérim conduit à une réduction sensible du nombre de créations d'emplois dans le secteur tertiaire. Les autres secteurs des services restent bien orientés. Globalement, le tertiaire privé crée 46 400 emplois.

Sur l'ensemble de l'année 1998, 300 600 emplois salariés supplémentaires ont été enregistrés dans le secteur privé. Le moteur de la croissance est toujours le secteur tertiaire, qui crée 288 200 emplois liés en bonne partie au dynamisme de l'activité intérimaire jusqu'à l'automne. L'industrie participe elle aussi de manière positive à la croissance de l'emploi, puisqu'elle a accru ses effectifs de 14 100 postes au cours de l'année. Seule la construction est déficitaire mais elle parvient à limiter ses pertes à 1 700 postes. Le volume de création d'emplois de l'année dépasse ainsi largement celui de 1997, où 196 500 emplois supplémentaires

Graphique 2
Évolutions trimestrielles de l'emploi par grand secteur
(variations des effectifs CVS)



Sources : MES-DARES, INSEE, UNEDIC.

avaient été enregistrés après 4 800 créations seulement en 1996.

Nouveau recul sensible du chômage en fin d'année

Le nombre de demandeurs d'emploi diminue à nouveau de façon importante au 4^{ème} trimestre 1998. 2 899 900 demandeurs étaient ins-

crits à l'ANPE en catégorie 1 à la fin décembre, soit 55 000 de moins (-1,9 %) que fin septembre. Ce recul est plus marqué sur le mois de décembre, où de nombreux demandeurs d'emploi ont pu occuper des emplois occasionnels de plus de 78 heures et passer ainsi de la catégorie 1 à la catégorie 6 des inscrits à l'ANPE. Pour l'ensemble des demandeurs d'emploi de caté-

gorie 1 et 6, la baisse du chômage au quatrième trimestre, certes plus modérée, reste néanmoins importante : -1,1 %.

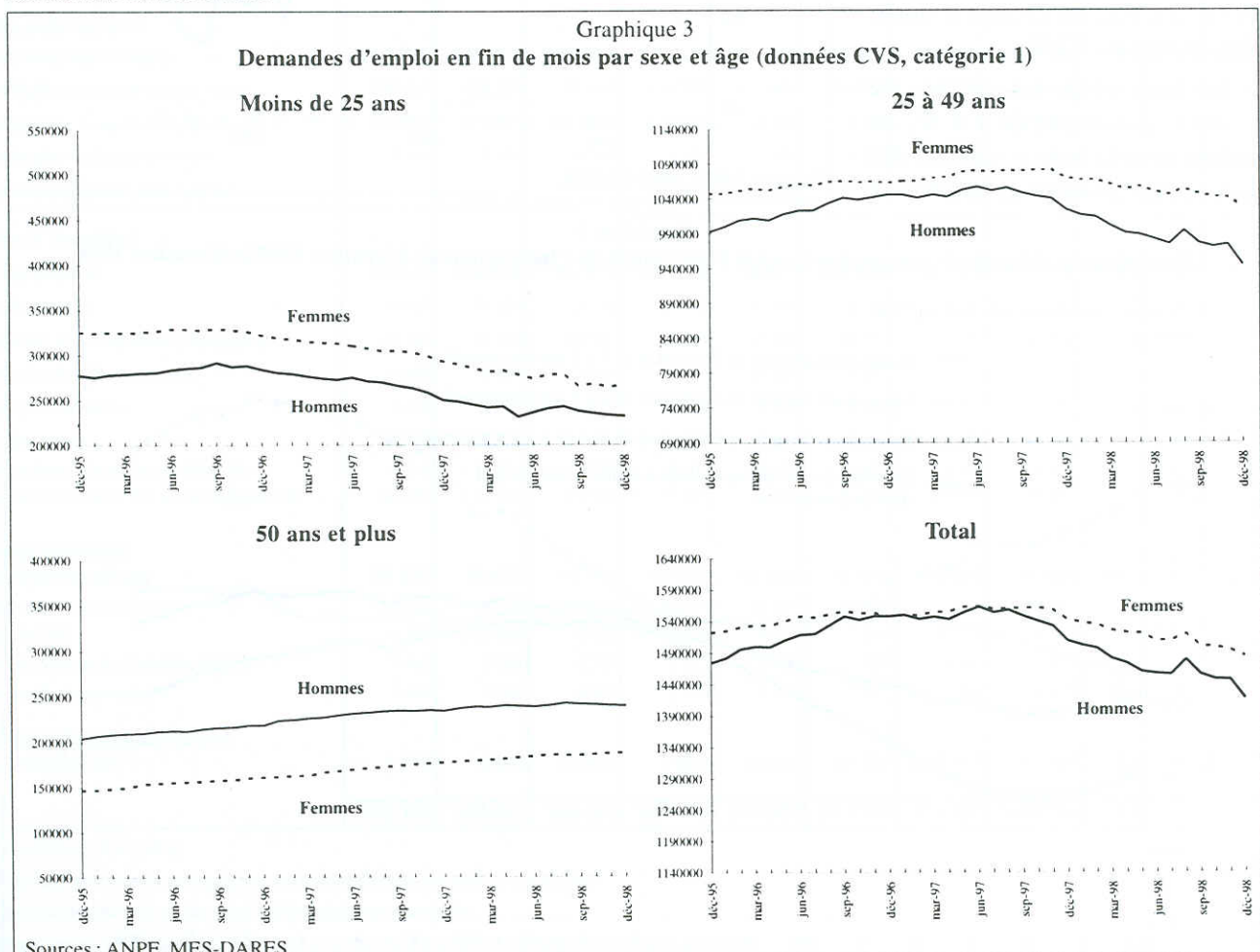
Cette amélioration profite plus aux hommes (-2,7 %) qu'aux femmes (-1,1 %), et aux adultes (-2,5 %) qu'aux plus âgés (+0,2 %). Il faut toutefois noter, pour cette catégorie, que le nombre des hom-

Tableau 2
Demandes d'emploi en fin de mois par sexe et âge (données CVS, catégorie 1)

		décembre 1997	déc97/ sept 97	mars 1998	mars98/ déc 97	juin 1998 (1)	juin98/ mars 98	septembre 1998	sept98/ juin 98	décembre 1998	déc98/ sept 98
Moins de 25 ans	H	249 900	-6,0	241 400	-3,4	235 834	-2,3	237 300	0,6	231 800	-2,3
	F	292 600	-3,9	281 300	-3,9	273 298	-2,8	265 300	-2,9	266 100	0,3
	E	542 500	-4,9	522 700	-3,6	509 132	-2,6	502 600	-1,3	497 900	-0,9
25 à 49 ans	H	1 024 500	-2,3	1 000 900	-2,3	982 407	-1,8	976 500	-0,6	945 000	-3,2
	F	1 070 300	-0,9	1 060 500	-0,9	1 050 505	-0,9	1 047 000	-0,3	1 027 700	-1,8
	E	2 094 800	-1,6	2 061 400	-1,6	2 032 912	-1,4	2 023 500	-0,5	1 972 700	-2,5
50 ans et plus	H	234 100	0,0	238 200	1,8	238 546	0,1	241 100	1,1	239 500	-0,7
	F	179 700	1,6	183 600	2,2	184 810	0,7	187 500	1,5	189 800	1,2
	E	413 800	0,7	421 800	1,9	423 356	0,4	428 600	1,2	429 300	0,2
Total	H	1 508 500	-2,6	1 480 500	-1,9	1 456 787	-1,6	1 454 900	-0,1	1 416 300	-2,7
	F	1 542 600	-1,2	1 525 400	-1,1	1 508 613	-1,1	1 499 800	-0,6	1 483 600	-1,1
	E	3 051 100	-1,9	3 005 900	-1,5	2 965 400	-1,3	2 954 700	-0,4	2 899 900	-1,9

(1) Les chiffres de juin 1998 ont été rectifiés de + 13 000 demandeurs d'emploi de catégorie 1.

Sources : ANPE, MES-DARES.



mes de 50 ans et plus inscrits à l'ANPE diminue ce trimestre (tableau 2 et graphique 3).

Sur un an, on enregistre une diminution de 5,0 % des DEFM de catégorie 1 et de 3,1 % de celles de catégorie (1+6). Le taux de chômage au sens du BIT continue de décroître régulièrement : il est passé de 11,7% fin septembre à 11,4 % fin décembre; il était de 12,3 % fin décembre 1997. La baisse est plus marquée pour les jeunes de moins de 25 ans tandis que le taux reste stable pour les personnes de 50 ans et plus.

Les demandes d'emploi enregistrées au quatrième trimestre sont en hausse par rapport au trimestre précédent (+ 1,4 %) (graphique 4). Les inscriptions faisant suite à des fins de mission d'intérim et les premières entrées sur le marché du travail augmentent respectivement de 8,4 % et 5,2 %, celles consécutives à des fins de contrat à durée déterminée de 1,2 %.

De leur côté, les sorties de l'ANPE diminuent de 1,5 %, en liaison avec la baisse sensible des sorties pour absence au contrôle et

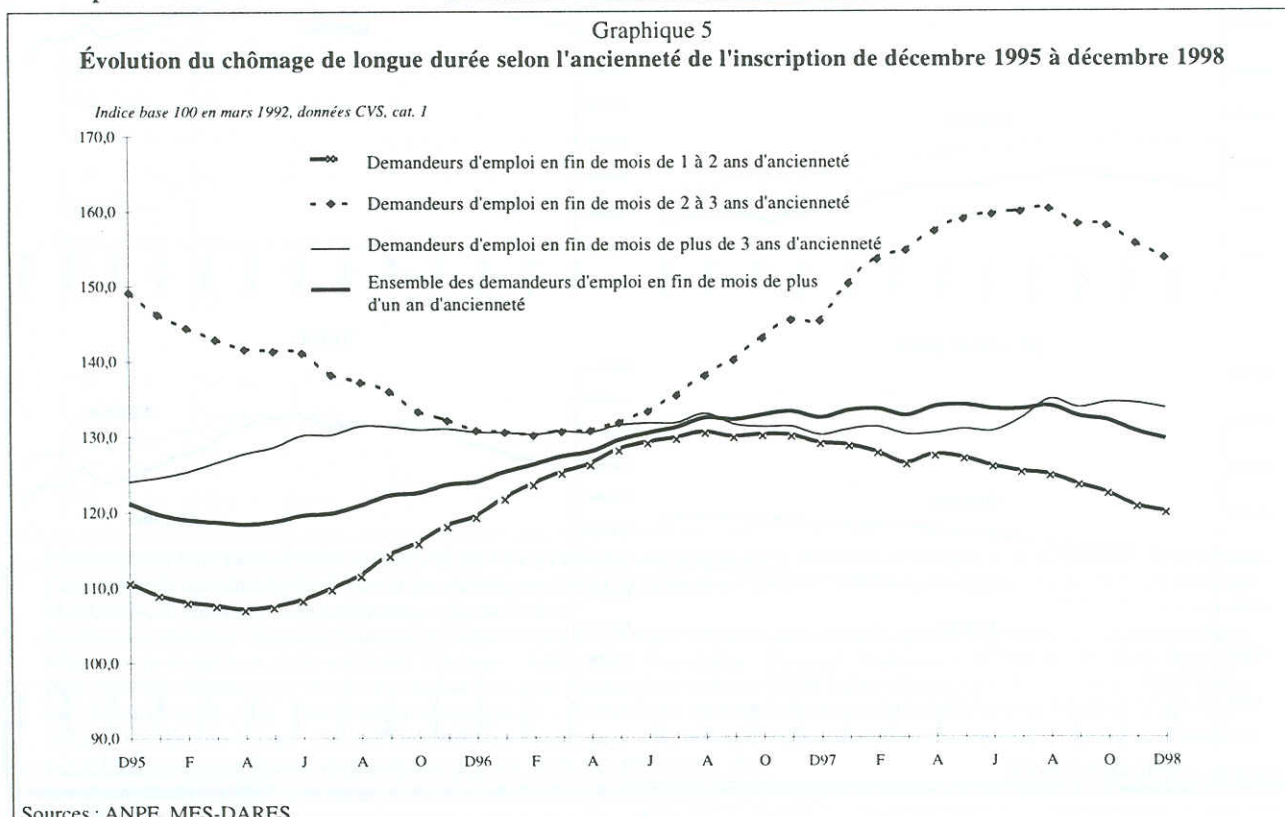
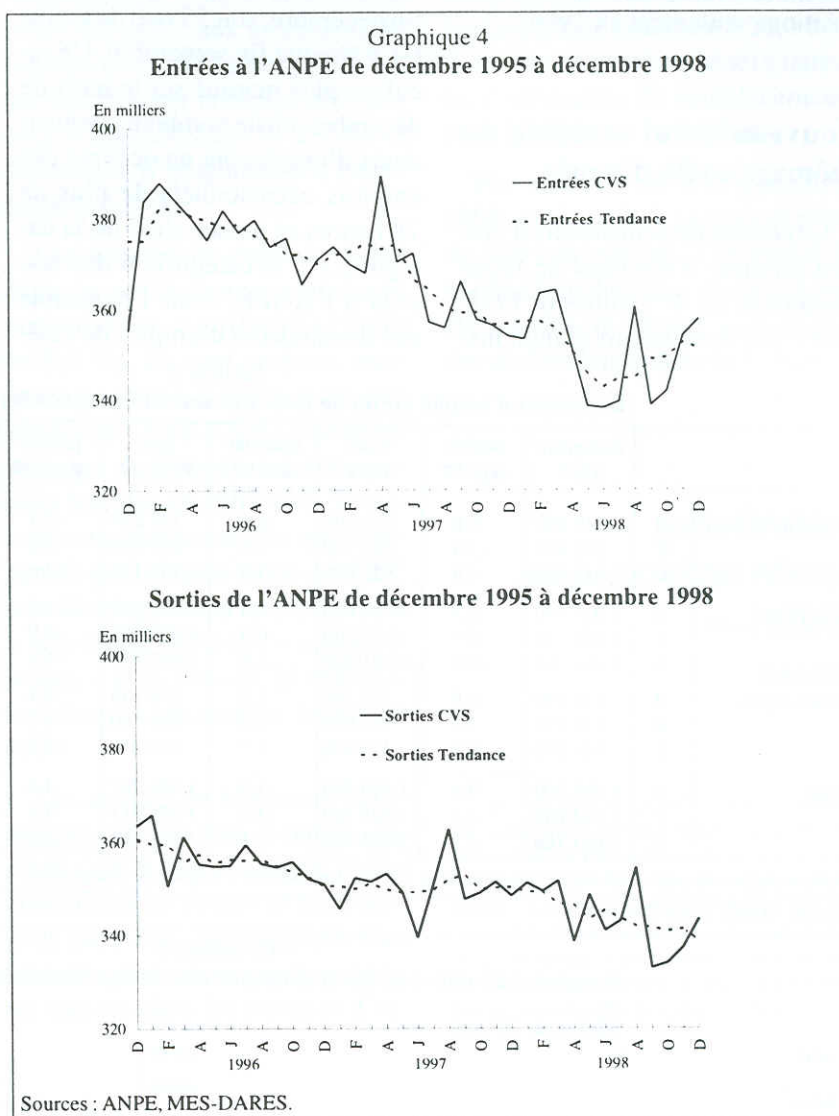


Tableau 3

Les entrées par trimestre dans les dispositifs de la politique de l'emploi entre 1997 et 1998

(Résultats provisoires : données arrêtées au 8 mars 1999)

France métropolitaine

Dispositifs	Année 1997				Année 1998				Evolution (en%)			
	Entrées Trim.1 1997	Entrées Trim.2 1997	Entrées Trim.3 1997	Entrées Trim.4 1997	Entrées Trim.1 1998	Entrées Trim.2 1998	Entrées Trim.3 1998	Entrées Trim.4 1998	T1.98/T1.97	T2.98/T2.97	T3.98/T3.97	T4.98/T4.97
Emploi aidé dans le secteur marchand	218 340	198 769	214 779	344 418	237 857	207 119	215 137	324 967	8,9	4,2	0,2	-5,6
Abaissement des coûts salariaux	129 627	138 688	124 578	157 042	138 556	143 605	118 454	137 322	6,9	3,5	-4,9	-12,6
Abattement-temps partiel	56 642	52 394	47 435	68 823	52 747	51 305	47 724	60 066	-6,9	-2,1	0,6	-12,7
Exonérations pour l'embauche de salariés	19 486	21 535	22 487	23 749	25 096	24 586	23 720	28 625	28,8	14,2	5,5	20,5
CIE	47 743	58 336	48 570	58 090	52 718	59 316	40 083	43 889	10,4	1,7	-17,5	-24,4
Conventions de coopération	5 756	6 423	6 086	6 380	7 995	8 398	6 927	4 742	38,9	30,7	13,8	-25,7
Formation en alternance	75 609	43 609	74 489	172 458	84 147	46 682	81 378	173 077	11,3	7,0	9,2	0,4
Contrats d'apprentissage	39 886	12 174	43 422	111 797	40 380	12 054	47 525	108 517	1,2	-1,0	9,4	-2,9
Contrats de qualification	22 157	15 421	19 240	42 871	26 562	17 631	20 484	47 783	19,9	14,3	6,5	11,5
Contrats d'adaptation ou d'orientation	13 566	16 014	11 827	17 790	17 205	16 997	13 369	16 777	26,8	6,1	13,0	-5,7
Aide à la création d'emplois et d'activités												
ACCRE (a)	6 700	9 686	8 857	8 841	9 164	10 981	9 503	9 386	36,8	13,4	7,3	6,2
Insertion par l'économie												
Entreprises d'Insertion	6 404	6 786	6 855	6 077	5 990	5 851	5 802	5 182	-6,5	-13,8	-15,4	-14,7
Associations Intermédiaires (b)	211 509	236 273	222 635	219 902	217 709	231 737	218 002	215 506	2,9	-1,9	-2,1	-2,0
Emploi aidé dans le secteur non marchand	157 158	155 010	148 356	149 688	173 211	157 586	139 745	164 779	10,2	1,7	-5,8	10,1
Contrats Emploi-Solidarité (n.conv+ave.)	132 185	129 209	121 252	119 797	113 808	109 965	96 200	113 184	-13,9	-14,9	-20,7	-5,5
Contrats Emplois Consolidés (n.conv+ave.)	21 704	22 593	23 524	23 350	22 964	25 438	23 829	25 402	5,8	12,6	1,3	8,8
Contrats Emploi Ville (n.conv+ave.)	3 269	3 208	3 580	3 474	1 985	1 801	1 546	1 499	-39,3	-43,9	-56,8	-56,9
Contrats Emplois Jeunes (embauches) *	-	-	-	3 067	34 454	20 382	18 170	24 694	-	-	-	705,2
Actions d'insertion et de formation	94 665	104 738	58 975	147 150	98 815	101 891	66 127	137 656	4,4	-2,7	12,1	-6,5
- auprès des adultes :	39 895	59 400	32 776	86 910	41 709	58 774	33 985	77 419	4,5	-1,1	3,7	-10,9
. Stages d'Ins. et de Formation à l'Emploi (c)	29 565	47 609	24 582	73 169	30 102	48 766	26 035	66 627	1,8	2,4	5,9	-8,9
. Stages d'Accès à l'Entreprise (c)	8 848	9 850	7 266	10 977	10 188	8 537	6 799	8 105	15,1	-13,3	-6,4	-26,2
. Stages FNE-cadres (c)	1 482	1 941	928	2 764	1 419	1 471	1 151	2 687	-4,3	-24,2	24,0	-2,8
- auprès des jeunes :	54 770	45 338	26 199	60 240	57 106	43 117	32 142	60 237	4,3	-4,9	22,7	0,0
. Actions de form. altern. fin.par l'Etat (d)	8 718	10 703	6 379	8 107	8 935	8 476	12 255	8 433	2,5	-20,8	92,1	4,0
. Actions de form. altern. fin. par les Régions (d)	46 052	34 635	19 820	52 133	48 171	34 641	19 887	51 804	4,6	0,0	0,3	-0,6
Accompagnement des restructurations	58 837	55 632	51 470	49 587	51 013	37 995	39 333	39 664	-13,3	-31,7	-23,6	-20,0
Conventions de Conversion (e)	39 710	35 275	33 074	30 035	32 921	24 146	25 713	25 281	-17,1	-31,5	-22,3	-15,8
Mesures du FNE	6 142	10 604	9 413	8 734	4 959	7 198	6 313	6 085	-19,3	-32,1	-32,9	-30,3
Prétraitements Allocations Spéciales FNE (e)	5 981	5 391	4 775	5 522	7 481	3 425	3 903	3 863	25,1	-36,5	-18,3	-30,0
Prétraitements Progressives (e)	7 004	4 362	4 208	5 296	5 652	3 226	3 404	4 435	-19,3	-26,0	-19,1	-16,3
Allocation de remplacement pour l'emploi (e)	9 198	6 274	12 821	7 060	10 761	10 304	10 913	11 460	17,0	64,2	-14,9	62,3
Total	538 198	520 423	486 401	697 903	571 657	514 895	471 255	678 526	6,2	-1,1	-3,1	-2,8

(*) hors contrats de droit public.

N.B.: Tous les flux d'entrées correspondent à des embauches ou des contrats signés, sauf :

(a) nb. de bénéficiaires ; (b) nb. de mises à disposition, non cumulable;

(c) entrées en stage ; (d) entrées en rémunération ou en protection sociale (hors AFR) ; (e) premiers paiements.

Sources : MES-DARES, CNASEA, ANPE, UNEDIC,

pour entrée en stage. En revanche, les reprises d'emploi sont bien orientées ce trimestre (+2,8 %).

Après plusieurs trimestres de hausse régulière, le chômage de longue durée évolue favorablement : - 2,3 % au 4^{ème} trimestre 1998 (graphique 5). Cette diminution est répartie sur l'ensemble du trimestre. Toutefois le chômage de très longue durée (plus de trois ans d'ancienneté) ne se réduit pas.

Politiques d'emploi : forte progression de l'emploi aidé dans le secteur non marchand

Durant le quatrième trimestre 1998, l'emploi aidé dans le secteur marchand affiche un résultat en baisse (2). Ce résultat est imputable à un recul sensible de certains dispositifs d'exonération de charges sociales, comme le CIE (- 24,4 %) (tableau 3).

Les formations en alternance, autre volet de l'emploi marchand aidé à destination des jeunes, se

maintiennent à un niveau élevé (+0,4 %), grâce aux signatures de contrats de qualification (+11,5 %) qui compensent la baisse des contrats d'apprentissage (- 2,9 %) et des contrats d'adaptation et d'orientation (- 5,7 %).

Les nouveaux emplois aidés dans le secteur non marchand progressent significativement (+10,1 %). Ils sont toujours marqués par une contraction des entrées en CES (-5,5 %), liée au recentrage du dispositif sur les publics les plus en difficulté. Toutefois, cette baisse est plus que compensée par la bonne tenue des CEC et le développement du programme « nouveaux services - emplois-jeunes » avec près de 25 000 embauches au quatrième trimestre 1998.

Les actions de formation destinées aux adultes sont en baisse sensible (-10,9 %) alors que celles concernant les jeunes se maintiennent. Enfin et de façon logique, dans un contexte économique favorable, les entrées dans les mesures d'ac-

compagnement des restructurations se contractent fortement (-20,0 %). Seuls, les nouveaux bénéficiaires de l'Allocation de remplacement pour l'emploi se multiplient.

Par ailleurs, au 4^{ème} trimestre 1998, environ 900 accords et plus de 500 conventions d'incitation à la réduction du temps de travail ont été signées, la plupart dans le cadre du développement de l'emploi.

Joëlle CHAZAL,

Hubert DENIS DU PÉAGE,

Alice TANAY

(DARES)

(2) - Les données actuellement disponibles font apparaître une diminution sensible des embauches ou transformations d'emplois enregistrées dans le cadre de l'abattement-temps partiel. Ces chiffres sont cependant très incertains du fait de la mise en oeuvre de la déclaration unique d'embauche. Celle-ci a très vraisemblablement entraîné une sous-estimation des entrées effectives dans le dispositif.

PREMIÈRES INFORMATIONS et PREMIÈRES SYNTHÈSES sont éditées par le Ministère de l'emploi et de la solidarité, Direction de l'animation de la recherche des études et des statistiques (DARES) 20 bis, rue d'Estrées 75700 Paris 07 SP. Tél. : 01.44.38.22.60. Télécopie 01.44.38.24.43. Directeur de la publication : Claude Seibel.

Secrétariat de rédaction : Catherine Demaison et Evelyn Ferreira. Maquettistes : Myriam Garric, Daniel Lepasant, Guy Barbut. Conception graphique : Ministère de l'emploi et de la solidarité. Flashage : AMC, Paris. Impression : Ecoprint, Pontcarré et JCDM-BUDY, Paris. Reprographie : DARES. Abonnements : La documentation Française, 124 rue Henri Barbusse 93308 Aubervilliers Cedex. Tél. : 01.40.15.70.00. Télécopie : 01.40.15.68.00 - [http : //www.ladocfrancaise.gouv.fr](http://www.ladocfrancaise.gouv.fr) - PREMIÈRES INFORMATIONS et PREMIÈRES SYNTHÈSES : 1 an (52 n°) : 701,87 F (107 Euros) - Europe : 737,95 F (112,50 Euros) - Autres pays : 751,07 F (114,50 Euros). Publicité : Ministère de l'emploi et de la solidarité. Dépôt légal : à parution. Numéro de commission paritaire : 3124 AD. ISSN 1253 - 1545.